

ON PEUT AUGMENTER LES SALAIRES DE PLUS DE 25%...

Laissons de côté les raisons politiques - politiciennes, devrait-on dire - qui ont amené la direction confédérale à lancer juste à la veille des élections le mot d'ordre de l'augmentation générale des salaires, pour envisager l'aspect économique et financier du problème.

Le salaire représente la part du revenu national affectée à l'entretien du prolétariat. Ce revenu se présente sous forme de denrées alimentées, tissus, métaux et produits de consommation de toute sorte. Cette masse de produits de l'industrie et de l'agriculture du pays étant relativement fixe, l'augmentation de la production marchant à un rythme encore assez lent, il s'agit de savoir si une augmentation de salaires qui, elle va être brusque, va avoir pour conséquence le transfert d'une fraction de ce revenu national au bénéfice des salariés. Car toutes les subtilités économique-financières n'y changeront rien: on ne saurait accroître la part de la classe salariée qu'en réduisant la part des autres classes de la société. Celles-ci vont-elles se laisser faire?

Observons ce qui se passe dans une société capitaliste de type classique. Les produits s'échangent contre la monnaie: or ou billets. Une quantité de monnaie donnée - la circulation - sert à faire circuler les produits. Cette monnaie existe en quantité rigoureusement nécessaire et sa masse tout entière s'échange contre la masse tout entière des marchandises, sauf la partie thésaurisée (bas de laine) relativement peu importante et dont l'incidence sur les prix est négligeable. Augmenter les salaires, cela signifie accroître la quantité de billets de banque dans la poche des salariés. Or, à moins que dans le ciel les nuages ne s'entrouvrent pour laisser tomber une pluie de billets, il faudra bien prendre ces billets, dont la quantité, répétons-le, ne change pas en économie classique, il faudra bien prendre ces billets quelque part: dans la poche des non-salariés, patrons, propriétaires, etc... Les ouvriers disposant d'une plus grande quantité de moyens de paiement voudront acheter plus, d'où concurrence de nouveaux acheteurs et hausse des prix. Les autres classes disposant de moyens de placement diminués achèteront moins, d'où baisse des prix, ceci dans des proportions rigoureusement identiques, et pour cause! Mouvement de hausse dans un cas et mouvement de baisse dans l'autre s'équilibrant exactement. Les prix théoriquement ne peuvent avoir bougé, quand bien même on aurait augmenté les salaires de 100%. Il y a donc bien eu transfert de revenu - de produits - au bénéfice des classes salariées et au détriment des classes non salariées. Voici pour l'économie, classique.

Nous ne sommes plus, depuis 1914, en économie classique. La monnaie n'a plus aucune stabilité théorique: elle a cessé d'être une catégorie économique pour devenir un instrument de domination politique. Depuis les époques les plus reculées, l'État s'est servi de la monnaie comme d'un instrument politique, pour avantager - ou calmer - tantôt une classe, tantôt une autre, mais, toujours prudemment. Il a fallu arriver à l'actuelle décadence du capitalisme et de son économie politique et à la politique d'étatisme outrancier qui entraîne les nations pour assister à la transformation radicale de la fonction monétaire. Les nuages n'ont pas à s'entrouvrir, le pactole passe par les portes de l'imprimerie aux billets. Si on augmente les salaires de 25% et si le Ministère des Finances oblige la Banque de France domestiquée à imprimer de nouveaux billets pour accroître progressivement la circulation de 25% (de 625 milliards à 780 milliards), au bout de quelques semaines l'augmentation des salaires est entièrement annulée et le pourcentage des revenus nationaux affectés aux salariés se retrouve exactement ce qu'il était avant l'augmentation des salaires. C'est ce qui s'est passé en 1936-37. Tremblant devant la bourgeoisie ressaisie et son P.S.F., le gouvernement du *Front populaire* a dévalué la monnaie en 1937, et des augmentations de 1936 il n'est plus resté qu'un souvenir amer: celui de la trahison des politiciens.

Il semble donc qu'on ne puisse augmenter le revenu des salariés qu'en détruisant l'État capitaliste et bureaucratique avec son système monétaire. Il existe pourtant un moyen de maintenir les conquêtes ouvrières dans le domaine des salaires, c'est l'échelle mobile. Mais l'État ayant lui-même à appointer des millions de salariés résistera désespérément, la planche à billets ne lui serait d'aucune utilité et il lui faudrait réduire d'autres dépenses: dépenses militaires, bureaucratie pléthorique, police, etc..., ce que des raisons politiques lui interdisent de faire.

Hors de l'échelle mobile, l'augmentation des salaires sera un duperie politique de plus. Mais la lutte sera dure.
